

ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
7, Avenue Edouard Belin BP 54005
31055 Toulouse cedex 4.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

**ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7 avenue Edouard Belin
BP 54005
31055 Toulouse Cedex 4**

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202400FCS016

Etabli en application du Code de la Commande Publique et du CCAG Fournitures courantes et services, relatif à :

Entretien et aménagements des espaces verts et des espaces végétalisés, nettoyage des voiries des centres de l'ENAC de Toulouse et de Muret

Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat	3
2-1-Allotissement	3
2-2-Forme du contrat	4
Article 3 - Généralités	4
3-1-Pièces contractuelles.....	4
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	5
3-2-1-Protection de la main d'œuvre	5
3-2-2-Clause sociale	6
3-3-Protection de l'environnement	6
3-4-Réparation des dommages	7
3-5-Assurances	7
3-6-Autres obligations	7
3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance	7
3-6-2-Confidentialité et sécurité	8
3-6-3-Obligations diverses	9
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	9
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	9
4-2-Exécution complémentaire	10
4-2-1-Modification du contrat	Erreur ! Signet non défini.
4-2-2-Réalisation de prestations similaires	10
4-3-Pénalités de retard	11
4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations	11
Article 5 - Prix et règlement	12
5-1-Contenu des prix	12
5-2-Variation des prix.....	12
5-3-Modalités de règlement	13
5-3-1-Régime des paiements	13
5-3-2-TVA	13
5-3-3-Présentation des demandes de paiement	13
5-3-4-Répartition des paiements	14
5-3-5-Délais de paiement	14
5-3-6-Intérêts moratoires	14
5-4-Périodicité des paiements	14
5-5-Avance	14
5-6-Pénalités autres.....	14
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	15
6-1-Lieu d'exécution.....	15
6-2-Conditions d'exécution des prestations	15
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	15
7-1-Vérifications	15
7-2-Admission	15
7-3-Garantie	16
Article 8 - Résiliation	16
Article 9 - Litiges et différends	16
Article 10 - Dérogations aux documents généraux	16

Article liminaire : Présentation de l'ENAC

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de la Transition Ecologique et de la cohésion des territoires.

L'ENAC dispose de 9 implantations en France. L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- Zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- Zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- Zone Ile de France : Melun.

Le site universitaire de Toulouse Rangueil qui outre le fait de compter dans ses murs un effectif permanent de 530 personnes (enseignants, personnels administratifs, techniques et logistiques) accueille près de 1 700 élèves et 7 000 stagiaires par an.

Un tel campus universitaire entièrement clôturé dont l'emprise s'étend sur une superficie de 19 hectares, comprend outre des bâtiments dédiés à l'enseignement, cœur de métier, des bâtiments administratifs et techniques, des résidences étudiantes et des terrains et salles de sport ainsi que des espaces verts.

La desserte interne de ces différentes installations et parkings associés est assurée par un réseau routier.

Le Centre ENAC de Muret est quant à lui situé sur la plate-forme de l'aérodrome de Muret-Lherm sur un terrain d'environ 5 hectares de superficie situé sur les communes de Muret et du Lherm.

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Entretien et aménagements des espaces verts et des espaces végétalisés, nettoyage des voiries des centres ENAC de Toulouse et Muret

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet d'un lot unique.

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre à bons de commande avec un minimum correspondant à la partie forfaitaire et un maximum à 300 000 euros HT par période, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

Le présent marché est constitué d'une partie forfaitaire correspondant à des prestations récurrentes (entretien courant des espaces verts, nettoyage des voiries, etc...) avec obligation de résultats et d'une partie à bons de commande pour des travaux d'aménagement et prestations annexes ponctuelles, qui peuvent être demandés pendant la durée totale du marché.

Pour la partie à bons de commande, les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum d'exécution,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande passés pendant la durée du marché devront être poursuivis jusqu'à leur complète exécution, dans les conditions fixées au présent marché. L'émission de bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne pourra intervenir au-delà d'une durée supérieure à **3 mois**, au-delà de la fin de validité du marché.

Les prestations relatives à l'objet du marché pourront faire l'objet d'une demande de devis préalable, et dont les tarifs seront conformes au BPU, soumis à acceptation du Pouvoir Adjudicateur.

Le délai d'exécution de ces prestations sera fixé dans chaque bon de commande. Les devis tiendront compte de la surface à traiter, de la nature des locaux, des moyens à mettre en œuvre, etc.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;

- Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes (plan des zones de tontes (site de Toulouse), espaces végétalisés, plan des arbres et arbustes, plan du site (Muret) et quantitatif des plantes en pots) dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les bons de commande.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale

En ce qui concerne l'insertion professionnelle, le titulaire s'engage à réserver 50 % minimum des heures de travail prévues pour ce marché à des personnes éloignées de l'emploi (par exemple : chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires du RSA, secteurs protégés). Ces actions d'insertion devront être réalisées en partenariat avec des structures locales telles que les missions locales, Pôle emploi ou des associations spécialisées (ex: ESAT/EA...)

Concernant la formation, le titulaire veillera à proposer des actions de formation professionnelle aux employés mobilisés sur ce marché, afin de renforcer leurs compétences et leur employabilité dans le secteur de l'entretien des espaces verts.

Le titulaire fournira un rapport annuel détaillant le nombre d'heures réalisées par les personnes éloignées de l'emploi visées ci-dessus. Ce rapport devra être fourni 15 jours avant la réunion annuelle de suivi d'exploitation et financier du marché.

3-3-Protection de l'environnement

En application de l'article 7 du CCAG FCS, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental. Ces conditions sont les suivantes :

L'ENAC se conforme aux directives du Grenelle de l'environnement en appliquant notamment la directive relative aux achats durables (Circulaire du 1er Ministre du 3 décembre 2008).

La réalisation des prestations doit s'efforcer de répondre aux conditions de production de développement durable et de permettre à l'ENAC de connaître la traçabilité des produits, de fabrication, de réalisation et d'élimination.

Les objectifs sont de réduire les impacts et les risques liés aux produits élaborés dans des conditions peu respectueuses de l'environnement et des droits fondamentaux de la personne au travail.

Dans le cadre de la politique relative à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail, le titulaire du marché est tenu, conformément à la législation nationale et internationale, au respect des droits humains

A ce titre, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions figurant au CCTP et en particulier il est attendu :

- Des pratiques respectueuses de l'environnement : le titulaire s'engage à utiliser des méthodes et des produits respectueux de l'environnement, incluant :
 - L'interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires ou chimiques non autorisés dans le cadre de la réglementation en vigueur ;
 - La mise en œuvre de pratiques alternatives telles que le désherbage mécanique ou thermique ;
 - La préservation de la biodiversité locale, notamment en adaptant la fréquence et la méthode des tontes ou en implantant des zones de fauche tardive.
- Une gestion des ressources : le titulaire devra adopter une gestion raisonnée des ressources naturelles, en particulier :
 - L'utilisation d'eau recyclée ou issue de sources alternatives, dans la mesure du possible, pour l'arrosage des espaces verts ;
 - L'intégration de techniques favorisant la rétention d'eau et la réduction des besoins en arrosage (paillage, plantation d'espèces adaptées au climat local,

etc.).

- Une gestion des déchets verts : tous les déchets verts issus de l'entretien des espaces devront être valorisés de manière écologique (compostage, broyage pour paillage, etc.) afin de limiter leur impact environnemental.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par les articles L2193-3 à L2193-7 et R2193-1 à R2193-8 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction d'accès au marché public ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 32.1 du CCAG FCS).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-6-3-Obligations diverses

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour ce qui concerne les prestations de la partie forfaitaire.

- Obligation de moyen :

Pour la partie à bons de commande, le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions des cahiers des clauses particulières et de son offre.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. A défaut d'arrangement, la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire.

Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée.

Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Suivi et évaluation :

Le titulaire devra fournir des rapports permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier le respect des engagements sociaux et environnementaux, notamment :

- Un état détaillé des actions d'insertion et des bénéficiaires ;
- Un compte rendu des techniques et produits utilisés ;
- Un compte-rendu de la gestion des déchets verts et des ressources naturelles.

En cas de non-respect de ces obligations, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 4.3 du cahier des charges.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 mois à compter de la notification du marché.

Il pourra être reconduit tacitement trois fois par périodes de 12 mois sans pouvoir dépasser 4

ans.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non-reconduction le délai de préavis est de deux mois.

Les prestations forfaitaires doivent être exécutées aux jours, heures et conditions fixés dans le CCTP.

Le délai d'exécution des prestations complémentaires prévues au bordereau de prix sera fixé dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Au titre du présent accord-cadre, pendant toute la durée de son exécution et après accord entre les parties, il est possible de procéder à des modifications en vertu de la présente clause de réexamen, en application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, pour tenir compte des évolutions du marché dans les cas suivants :

- Correction d'une erreur matérielle :

En cas d'une erreur matérielle manifeste dans la rédaction des pièces du marché (contradiction, ambiguïté, erreur de frappe, répétition, oubli de mots ou de chiffres, etc.). Cette correction sera formalisée par la mise à jour du ou desdits documents envoyé(s) au titulaire pour notification.

- Evolution du BPU :

Des références au BPU pourront être ajoutées pour les besoins devenus récurrents (qui ont été exécutés 2 fois au cours des 12 derniers mois) et pour les besoins ayant mis en application le coefficient multiplicateur.

Cette modification prendra forme avec la mise à jour du BPU (un bordereau réactualisé sera rédigé par le titulaire soit sur demande du pouvoir adjudicateur soit au plus tard à la date anniversaire de la reconduction de l'accord-cadre), qui sera ensuite notifié au titulaire

- Modalités de variation des prix :

· En cas de changement de l'indice décidé par l'INSEE et dûment établi, les parties pourront convenir, d'un commun accord, de substituer à l'indice d'origine l'indice de remplacement proposé par l'INSEE. Ce changement prendra effet à compter de la notification d'un courrier au titulaire. Le courrier devra indiquer l'indice de substitution et le coefficient de raccordement à appliquer.

· Si, au cours de l'exécution du contrat, l'indice utilisé pour appliquer la révision des prix prévue au contrat disparaît, les parties pourront convenir, d'un commun accord, de substituer à l'indice d'origine le nouvel indice par simple échange de courrier. Cette modification prendra effet à compter de la notification du courrier au titulaire. Le courrier devra indiquer le nouvel indice à appliquer et la date d'effet de cette modification.

· Si, la clause de variation des prix est inadaptée (erreur dans la formule, etc...) les parties pourront procéder, d'un commun accord, à la modification de la clause relative à la variation des prix. Dans ce cas, un ordre de service précisera la date d'effet de la nouvelle clause de variation.

- Modification de la réglementation :

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications

éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

4-2-2-Réalisation de prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des marchés négociés pourront être passés ultérieurement.

4-3-Pénalités de retard

Toute prestation non réalisée, réalisée partiellement ou réalisée hors délais – individuellement ou globalement - (sans accord écrit d'un représentant du Pouvoir Adjudicateur) fera l'objet d'une pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsqu'un manquement listé ci-dessous est constaté, le titulaire, encourt et sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

LIBELLE	MONTANT DES PENALITES EN € TTC
Retard dans le délai d'exécution des prestations (forfaitaires et bons de commande)	50 € /jour de retard
Non-respect des dispositions établies dans le CCTP/mauvaise exécution du marché. Ex : Défaut de nettoyage ou autres manquements prévus au cahier des charges	50 € /constat (Cumulable si plusieurs dysfonctionnements sont constatés)
Retard dans la remise des rapports "suivi et évaluations"	50 € /jour de retard
Absence aux réunions	50,00 € /constat
Absence fiche de travaux	50,00 € /constat
Absence d'identification du personnel	10.00€/constat
Infraction suite à un non-respect des règles de sécurité et / ou de mise en danger de la vie d'autrui	100,00 € / constat
Retard dans l'émission des devis	50.00€/constat
Non-respect des conditions d'exécution prévues par la clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire : 100,00 € par manquement constaté
Non réalisation des prestations d'insertion en volume horaire pour lequel le prestataire s'est engagé	3 fois le montant du SMIC horaire en vigueur à la date du marché pour toute heure d'insertion non réalisée.

Il est précisé que, sauf indication contraire, ces pénalités sont cumulables non forfaitaires et non libératoires.

4-4-Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix forfaitaire (prestations récurrentes) et unitaires (prestations complémentaires et/ou supplémentaires).

5-2-Variation des prix

Les prix sont fermes au cours de la première année d'exécution puis sont révisibles.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de septembre 2024.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

La formule de révision, basé sur l'indice EV4 publié à l'INSEE est la suivante :

$$P = P_o * (0,15 + 0.85 * (I_n/I_o))$$

Dans laquelle :

P_o = le prix de base

P = le prix après révision

I_o = l'indice EV4 (travaux d'entretien d'espaces verts) applicable à la date limite de remise des offres

I_n = l'indice EV4 (travaux d'entretien d'espaces verts) le plus récent publié à la date de la révision

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ". La demande de révision des prix est à l'initiative du titulaire. Il adresse sa demande au service des achats.

Cette demande doit intervenir dans un délai d'un mois précédant la date anniversaire du début d'exécution du marché.

La révision se formalise par la communication du bordereau de prix unitaires (BPU) et de la décomposition des prix globaux forfaitaires (DPGF) au format Excel présentant les prix initiaux, les prix révisés, les formules de calcul (accessibles et modifiables).

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire précitée du marché par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (EV4 (n) / EV4 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.

- Indice (n) : valeur de l'indice de référence au mois n.

- Indice (o) : valeur de l'indice de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule si la valeur de l'index est publiée, sinon la révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule.

Le coefficient de révision des prix est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis au dixième supérieur.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les prix révisés prendront effet à compter de la date anniversaire précitée du marché. En cas de retard de transmission des éléments par le titulaire et entraînant ainsi un retard dans la validation de l'ENAC, les prix réactualisés prendront effet à compter de cette dernière date (sans effet rétroactif).

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'**index EV4 : Index divers dans la construction - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010 - Identifiant 001711017**.

Clause de sauvegarde

L'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif, si ce changement conduit à une augmentation de plus de 5%.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet :

- Pour la partie forfaitaire : paiement d'acomptes mensuels égal à 1/12^{ème} du montant HT du forfait annuel (DPGF)
- Pour la partie à bons de commande : paiement après constatation du service fait.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

L'ordonnateur des dépenses est **le Directeur de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile**.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements sur les cessions ou nantissements de créances résultant du marché est le Secrétaire Général de l'ENAC.

Le comptable assignataire chargé des paiements est **l'agent comptable de l'ENAC**, bâtiment D, 7 avenue Edouard Belin, BP 54005, 31055 Toulouse Cedex 4.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

" Facturation électronique : Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret précité, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :

ENAC TOULOUSE : 193 112 562 00015

- Le numéro d'engagement juridique qui sera le n° du bon de commande émis par l'ENAC, ou un n° communiqué par l'ENAC à la notification du marché si ce dernier n'est pas à commandes.

Les demandes de paiement seront à libeller à l'adresse suivante :

Ecole Nationale de l'Aviation Civile
Département Finances
7 avenue Edouard Belin
BP 54005
31055 Toulouse Cedex 4

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la Commande Publique.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Le paiement des prestations récurrentes interviennent au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement mensuelle établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre depuis le début de celui-ci.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités figurant au Code de la commande publique. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée si le montant forfaitaire annuel est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la demande d'avance faite par le titulaire.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique. Elle est égale à 5,00% du montant initial toutes taxes comprises de la part forfaitaire annuelle.

En application du Code de la commande publique, l'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

Lorsque le titulaire du contrat ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à 20% conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

5-6-Pénalités autres

Sans objet

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être réalisées à l'ENAC de :

Toulouse
7, avenue Edouard Belin
31055 Toulouse

et

Muret
Aérodrome de Muret-Lherm
Rue de l'Aviation
31604 Muret

6-2-Conditions d'exécution des prestations

Se référer à l'article 2.3 du CCTP.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS.

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS, la notification du service fait vaudra décision d'admission.

7-3-Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46.5 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'article 7.2 du CCAP

Dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCAP